

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

## Editorial mai 2019

Chères lectrices, chers lecteurs,

Comme annoncé lors de la précédente édition, le nouveau système visant à accélérer les procédures d'asile est désormais entré en vigueur. Pour les différentes institutions impliquées, il s'agit donc de s'adapter à cette nouvelle configuration, tout en se basant sur les connaissances solides, notamment dans le domaine du conseil en vue du retour, acquises durant les nombreuses années d'expérience (nous fêtons récemment les 20 ans du conseil en vue du retour).

Pour l'OIM Berne, cette évolution s'accompagne d'une autre nouveauté. En effet, dans un but de continuellement développer ses prestations, un programme d'échange de connaissances dépassant les frontières nationales a été mis en place pour la première fois en 2018. Ce projet, mené en collaboration avec l'OIM Italie, a déjà été abordé partiellement dans ces colonnes. Toutefois, celui-ci étant terminé, il est maintenant possible d'en tirer des premières conclusions. Ainsi, nous avons décidé de donner la parole aux différent(e)s intervenant(e)s de ce projet (SEM, OIM Italie, OIM Berne et les services de conseils en vue du retour cantonaux, en l'occurrence la Croix-Rouge genevoise). Cet échange international de bonnes pratiques incarne assurément une voie prometteuse pour l'OIM Berne. Il s'agit pour nous de partager les enseignements acquis au fil des années, tout en visant en parallèle à continuellement améliorer nos services sur la base des pratiques ayant cours dans d'autres pays et qui pourraient être adaptées au contexte suisse. Ainsi, à l'avenir, d'autres projets d'échanges pourraient être envisagés.

Cette volonté de se développer exige aussi du recul et une évaluation conséquente des projets actuels. Dans ce cadre, vous pourrez lire le rapport de la visite de monitoring du SEM (par le biais de l'ambassade Suisse à Abuja) et de l'OIM Berne au Nigeria concernant le programme de soutien professionnel offert notamment aux bénéficiaires rentrés depuis la Suisse. Cet article, tout comme d'ailleurs l'histoire

concrète y relative, correspond en outre aux souhaits annoncés lors de nos divers échanges au sein du groupe de travail RüKo : un accent plus international et un suivi des bénéficiaires sur le plus long terme (le bénéficiaire concerné était rentré en 2013).

Nous aborderons ensuite les statistiques de l'aide au retour pour l'année 2018. Nous mentionnerons en outre dans la dernière section le nouveau document médical établi pour l'organisation des retours ; celui-ci résulte à nouveau d'une volonté d'augmenter l'efficacité de nos procédures, en collaboration avec les acteurs et actrices impliqué(e)s. Finalement, le projet du bus d'information sur le thème de la traite des êtres humains, qui a été adapté et renouvelé pour une année, sera présenté.

Nous vous souhaitons une agréable lecture et nous réjouissons de continuer notre collaboration dans ce nouveau contexte.

*Pier Rossi-Longhi, chef de mission, OIM Berne*

### Contenu

#### 1. Dossier : projet d'échange Suisse – Italie

- Pourquoi le SEM a-t-il soutenu le projet d'échange ?
- Conclusione del progetto di scambio fra Italia e Svizzera
- I regional counsellors in Italia
- Rencontre dans les locaux de la Croix-Rouge genevoise

#### 2. Projets actuels

- Chiffres annuels
- Voyage d'évaluation au Nigéria

#### 3. Compte-rendu sur le retour au pays

- Histoire concrète d'un bénéficiaire de microcrédit, Nigéria, Lagos
- Afghanistan, Kaboul

#### 4. Divers

- SIM : nouveau document médical
- Ouvrez les yeux ! Semaines d'action et bus d'information contre la traite des êtres humains



## 1. Thème principal : projet d'échange Suisse – Italie

### Pourquoi le SEM a-t-il soutenu le projet d'échange ?

*Thomas Lory, SEM*

Après la crise de la gestion migratoire en 2015, le SEM s'est efforcé de renforcer sa collaboration avec les États voisins dans le domaine des retours. À l'époque, le pays qui voyait le plus d'arrivées sur ses côtes était l'Italie. La Suisse a donc tout particulièrement cherché des solutions afin de l'aider. Les quatre secrétaires d'État concernés de l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Suisse se sont rencontrés en mai 2017 à Berlin. Ils ont convenu d'une rencontre d'expert(e)s conjointe en Suisse afin de discuter des possibilités qui leur permettraient de collaborer. La rencontre a eu lieu en septembre 2017 à Zurich. En accord avec le SEM, l'OIM Berne a proposé à cette occasion le projet d'échange Skills exchange between Swiss and Italian Return Counsellors. L'OIM Berne a ensuite précisé les détails du projet avec l'OIM Italie et les responsables du SEM. Le projet d'échange a finalement démarré au premier semestre 2018.

Dès le mois d'août 2018, l'OIM Berne présentait les premiers résultats intermédiaires. Les enseignements tirés ont suscité l'intérêt des autorités suisses responsables de l'aide et du conseil en vue du retour, qui les ont trouvés instructifs (conseil mobile, utilisation de WhatsApp, p. ex.). Il est donc prévu de partager ces résultats sous une forme adéquate, notamment avec les services-conseils suisses en vue du retour.

Après le lancement du projet, un nouveau gouvernement a pris ses fonctions en Italie, en mars 2018, engageant un changement de cap radical sur les questions migratoires. Si ce changement politique n'a pas encore eu d'impact direct sur la coopération bilatérale entre la Suisse et l'Italie, il a en revanche eu un effet sur le (manque de) soutien du gouvernement italien en matière d'aide et de conseil en vue du retour, empêchant l'OIM de poursuivre son travail cette année.

À plusieurs reprises, la Suisse a plaidé sans succès en faveur d'une poursuite de la coopération. Cette si-

tuation est regrettable, car le SEM est impressionné par les conseils que l'OIM fournit en Italie dans des conditions infrastructurelles et politiques difficiles. Il tient à exprimer ses sincères remerciements à l'OIM Berne et en particulier à Pier Rossi-Longhi, directeur du bureau, qui est la force motrice du projet, pour leur excellent travail.

### Conclusione del progetto di scambio fra Italia e Svizzera

*Roberto Iannarelli, IOM Bern*

Ideato a fine 2017 e in seguito attuato a partire da aprile 2018, il progetto fra OIM Italia e OIM Svizzera è giunto alla sua conclusione ufficiale il 31 marzo 2018, in concomitanza col termine del progetto di Ritorno volontario assistito italiano AVRIT (Assisted Voluntary Return ex-Italy). Puntando sullo scambio di buone pratiche fra Regional counsellors (OIM Italia) e Return counsellors (OIM Svizzera), il progetto si è sviluppato lungo questo arco di tempo attraverso tre momenti principali:

- i. Missioni di scambio in 10 regioni italiane, da aprile a giugno 2018
- ii. Workshop di interscambio di esperienze, dall'11 al 12 ottobre 2018
- iii. Visita di studio in Svizzera dal 26 al 30 novembre 2018

Nell'ambito della prima fase del progetto, tre counsellors svizzeri (Jean, Mira e il sottoscritto) si sono alternati nell'accompagnamento di 22 counsellors OIM italiani sul loro lavoro, raccogliendo dati sul counselling, ma soprattutto instaurando fruttuosi scambi su metodi e strumenti di lavoro. Sulla base di questa esperienza la squadra svizzera ha costituito il programma del workshop tenutosi in ottobre a Roma, avente il duplice obiettivo di capitalizzare gli scambi e valorizzare le buone prassi tramite un confronto costruttivo fra tutte le parti coinvolte.

Il workshop ha rappresentato così il momento chiave del progetto di scambio fra OIM Italia e OIM Svizzera. Partendo dall'illustrazione dei rispettivi contesti di lavoro, l'evento si è principalmente sviluppato attorno allo scambio sulla gestione e le tecniche del counselling. Durante i due giorni, l'intera squadra italiana del ritorno volontario si è adoperata ad analizzare i risultati delle missioni esposti da Jean,

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Mira e il sottoscritto individuando buone prassi e formulando proposte di sviluppo. I lavori, a cui hanno partecipato i Capi missione OIM dei rispettivi paesi, i responsabili OIM del progetto AVRIT e la SEM nella figura portante di Luca Cesaro, hanno sin dal principio risaltato l'importanza dello scambio fine a sé stesso, sebbene fra counsellors operanti in contesti distinti, per la sua capacità di contribuire allo sviluppo di strumenti e metodi di lavoro di notevole efficacia. Fra le varie proposte di sviluppo utili per uno sviluppo sostenibile del ritorno volontario e del counselling, desidero citare quanto a mio avviso è di attualità per il contesto svizzero:

- i. Diffusione dell'informazione incentrata sul migrante come moltiplicatore d'informazione e sull'estensione di una rete di cooperazione con attori della migrazione in quanto piattaforma di scambio e promozione di una cultura favorevole al ritorno volontario
- ii. Garantire l'accesso ai migranti anche tramite mezzi di comunicazione al passo con i tempi (WhatsApp), quindi agevolare sia trasmissioni di documenti che di informazioni fra counsellor e beneficiari
- iii. Inquadrare il ritorno volontario, durante il counselling di gruppo o individuale, nell'ambito normativo svizzero e sottolinearne la natura libera e revocabile
- iv. Promuovere la visibilità del ritorno volontario tramite formazioni da proporre regolarmente alle controparti nei CFA come ad operatori esterni e istituti scolastici

A seguito del workshop il progetto di scambio è passato alla sua tappa conclusiva con la visita in Svizzera dei counsellors italiani accompagnati da Giulia Falzoi, responsabile progetto e capo unità Migration Management presso l'OIM di Roma. Dal 26 al 30 novembre 2018 i counsellor italiani hanno incontrato e dato seguito allo scambio di conoscenze con gli attori del ritorno volontario nei CRP di Chiasso (Mira Nikolic, Luca Cesaro) e Berna (Nadia Nicolet, Salomé Blum), i servizi cantonali di consulenza al ritorno volontario di Berna (Joëlle Hediger - KKF), di Ginevra (Elena Fieni - Croce Rossa) e l'Ambasciatore italiano in Svizzera Marco Del Panta Ridolfi. Il 28 novembre ha avuto luogo una sessione di scambio organizzata presso la sede della SEM a Wabern in cui i respons-

abili SEM del ritorno (Michael Morf, capodivisione Ritorno e Thomas Lory, caposezione suppl. Basi del ritorno e aiuto al ritorno), alla presenza di relatori specializzati della Sezione Europa (Cooperazione internazionale) e dell'OIM Svizzera, hanno accolto la delegazione italiana e sottolineato, tra l'altro, i risultati raggiunti malgrado il contesto lavorativo a marcata dispersione territoriale dei migranti. Giulia Falzoi ha presentato lo stato di sviluppo del progetto AVRIT concentrandosi sull'incremento di partenze registrato durante il 2018 rispetto agli anni precedenti, in cui la figura del Regional counsellor non esisteva. Dal canto loro, i counsellors hanno invece esposto i progressi effettuati nelle regioni di competenza, le difficoltà a cui si sono confrontati e dimostrato l'importanza di adeguare il counselling alle specificità territoriali (accesso a campi informali, perdita di status legale, ecc.) promuovendo continuamente un approccio favorevole della rete al ritorno volontario per poter accelerare i processi.

A fronte di quest'esperienza di arricchimento professionale unica, desidero ringraziare sinceramente la SEM, l'OIM Svizzera, l'OIM Italia e in particolar modo l'intera squadra dei counsellors italiani per l'eccellente professionalità espressa nella preparazione e nel decorso del progetto di scambio e per il prezioso contributo che, forte di qualità personali interminabili e di una interpretazione olistica del concetto del counselling, ha indubbiamente favorito la sostenibilità del Ritorno volontario e il suo sviluppo anche in Svizzera.

## I regional counsellors in Italia

*Giulia Falzoi, IOM Italy*

Nel corso del 2018, il Progetto Ritorno Volontario Assistito dall'Italia - AVRIT - gestito dall'OIM Italia e cofinanziato dal Fondo Asilo Migrazione e Integrazione dell'Unione Europea- Misure di Emergenza 2017 - si è avvalso di 22 Regional Counsellors, operanti come unità mobili dislocati su tutto il territorio italiano e impegnati nella promozione del RVA&R (Ritorno Volontario Assistito & Reintegrazione) fra migranti potenzialmente interessati al ritorno volontario.

Dispiegati nelle diverse regioni italiane e dotati di automobili di servizio, i Regional Counsellors (RC) hanno avuto modo di operare in contesti formali e non, sia nelle aree urbane che in quelle rurali nonché

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

nei centri di accoglienza ed insediamenti informali. I migranti raggiunti hanno avuto così accesso all'opzione del RVA&R attraverso informative di gruppo realizzate dagli RC. Gli RC hanno inoltre assicurato il counselling individuale e la presa in carico diretta dei migranti che hanno richiesto l'assistenza al ritorno.

Grazie alla presenza dei Regional Counsellors, sono stati intercettati su tutto il territorio italiano quei migranti solitamente esclusi dalla fruizione dei servizi, e, per questo, con un limitato accesso alle informazioni – quali migranti irregolari, senza fissa dimora, vittime di tratta e di sfruttamento lavorativo, nonché con problematiche sanitarie.

L'intervento ha determinato un notevole aumento delle richieste di RVA&R e il conseguente incremento del numero di assistenze al ritorno volontario.

In tale contesto, il governo svizzero ha promosso e finanziato un progetto di scambio tra i counsellor dell'OIM Svizzera ed Italia con l'obiettivo di promuovere la condivisione di buone pratiche e attivare possibili sinergie volte a promuovere la misura dell'RVA&R nei rispettivi contesti di provenienza.

Dopo una prima visita da parte dei Counsellor svizzeri in ben dieci regioni d'Italia, ha fatto seguito, nel mese di novembre 2018, quella dei 22 Regional Counsellors italiani in Svizzera.

Nonostante i contesti di riferimento siano caratterizzati da differenze rilevanti, la visita studio si è rivelata particolarmente proficua e ha permesso ai counsellor dell'OIM Italia di visitare i luoghi e le istituzioni chiave coinvolti nella gestione del fenomeno migratorio in Svizzera, quali Ufficio della Polizia di Frontiera e del SEM di Chiasso, diversi Centri di Accoglienza per richiedenti asilo sia cantonali che federali, nonché gli uffici delle ONG che garantiscono servizi di counselling ai potenziali beneficiari del RVA&R nei cantoni di Berna e Ginevra.

Tutti i counsellor italiani in visita sono stati concordi nel definire la gestione svizzera del Ritorno Volontario Assistito come particolarmente strutturata, in grado di operare ad ogni livello ed assicurare ai potenziali beneficiari un facile accesso: "è stato estremamente interessante osservare come la misura

del Ritorno Volontario Assistito venga promossa dalle autorità svizzere. L'accesso al RVA&R viene coordinato direttamente dal governo e garantito ai migranti attraverso i counsellor dell'OIM Svizzera nei centri federali e da altre entità, che operano invece nei cantoni – ha raccontato Miriam Ricevuti, counsellor italiana – Ad esempio, nei centri di accoglienza svizzeri è garantita la presenza di personale specializzato sul RVA, che promuove la misura tra i potenziali beneficiari accompagnandoli nella decisione del ritorno. Noi invece lavoriamo come unità mobili e questo ci permette di essere presenti in modo capillare sul territorio italiano, certo con un setting più flessibile e meno strutturato. È stato interessante notare come due territori così vicini abbiano necessità così diverse e modalità differenti nel gestire la questione migratoria".

## Rencontre dans les locaux de la Croix-Rouge genevoise

*E. Fieni, Croix-Rouge genevoise*

Le 29 novembre 2018, à la demande de l'OIM et du SEM, le Service d'aide au retour (SAR) de la Croix-Rouge genevoise (CRG) a accueilli un groupe de conseillers/conseillères en vue du retour de l'OIM Italie. Cette rencontre visait à partager les méthodes de conseil, ainsi que le travail et les difficultés rencontrées au quotidien dans l'exercice de l'activité. Fort de ses 32 années d'activité, le SAR a pu leur faire part de son expérience d'accompagnement, de conseil et de collaboration avec les institutions étatiques et associatives.

Cet événement, riche en échanges, a également été l'occasion, aussi bien pour le SAR que pour les CVR italiens, de relever trois points en commun qui méritent une réflexion plus globale en termes de développement d'une stratégie autour de la thématique du retour volontaire et de la réintégration dans le pays de retour.

- Le contexte migratoire propre au canton de Genève est similaire à celui de la plupart des régions italiennes présentes à cette rencontre. Le public cible du CVR genevois, comme celui des CVR italiens, n'est pas uniquement représenté par des requérant(e)s d'asile, mais également par des per-

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

sonnes en situation irrégulière sur son sol.<sup>1</sup> Cette spécificité permet d'avoir une vision plus globale et représentative de la réalité migratoire régionale et d'apporter des solutions concrètes à la demande de l'ensemble des personnes migrantes séjournant sur le territoire, indépendamment de leur statut et de leur parcours migratoire. De plus, elle permet de travailler avec une population dont l'origine n'est que peu ou quasiment pas représentée dans les statistiques relatives au domaine de l'asile.

- L'aide au retour et à la réintégration volontaire est encore vue de manière négative par certains milieux associatifs et services à vocation sociale, qui n'encouragent pas les personnes migrantes à prendre en considération la possibilité de rentrer au pays pour construire un projet de réintégration durable. L'aide au retour et à la réintégration est parfois perçue uniquement comme un outil d'application d'une politique migratoire qui, au niveau européen, s'est endurcie au fil des années. Fort de leur expérience sur le terrain, les CVR conçoivent cette mesure comme une alternative à une expérience migratoire jugée négative et un moyen de réduire le risque de précariser davantage les conditions de vie individuelles. Ils la considèrent également comme un outil pour promouvoir l'autonomie, valoriser la dignité et respecter le choix de chaque individu.

- Le développement de mesures en faveur de l'aide au retour et à la réintégration est tributaire du contexte politique propre à chaque région. Au niveau des stratégies en matière de politiques migratoires, le canton de Genève a toujours su être attentif à sa dimension internationale et cosmopolite en apportant des réponses concrètes à sa propre réalité et à des besoins existants, en encourageant ainsi le SAR dans le développement de nouveaux projets adressés à des populations exclues par l'aide fédérale. Dans le même temps, nous devons constater la fermeture temporaire des CVR italiens à partir de l'année 2019. Malgré cette nouvelle, le SAR salue la détermination et l'envie des CVR italiens de vouloir promouvoir l'aide au retour et à la réintégration comme une des réponses pragmatiques dans la gestion de la question migratoire.

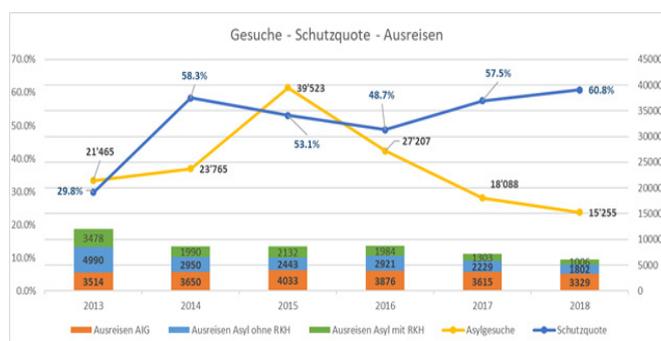
<sup>1</sup> Les autorités cantonales genevoises ont mandaté le SAR pour la mise en œuvre de programmes d'aide destinés au retour et à la réintégration pour personnes résidant sur le territoire cantonal sans autorisation de séjour. L'année 2019 marque le dixième anniversaire de cette expérience.

## 2. Projets actuels

### Chiffres annuels

Alex Gisler, SEM

En 2018, 1006 personnes au total ont quitté la Suisse avec une aide au retour, soit 23 % de moins qu'en 2017. Cette baisse s'explique par la diminution du nombre de demandes d'asile (15 255 contre 18 088 l'année précédente) et l'augmentation simultanée du taux de protection (cf. graphique ci-dessous). Il y a eu à peu près autant de départs depuis les cantons (481) que depuis les CEP (525). Les pays vers lesquels les CEP ont enregistré le plus de départs étaient l'Algérie (59), la Gambie (29), la Biélorussie (16), le Nigéria (14) et l'Irak (12); depuis les cantons, la majorité des départs avaient pour destination l'Irak (42), suivi du Sri Lanka (31), de l'Éthiopie (28), de la Syrie (28) et de la Turquie (25). Le montant moyen de l'aide au retour par personne était d'environ 1500 francs, ce qui comprend également les 39 personnes ayant bénéficié d'une aide au retour pour raison médicale.



La plupart des personnes qui ont quitté la Suisse étaient seules (70 %). 15 % étaient des couples mariés avec enfants. 10 % étaient des personnes seules avec enfants et 5 % des couples mariés sans enfants. 39 % de l'ensemble des personnes étant retournées ont quitté la Suisse alors que leur procédure d'asile était en cours. Après l'entrée en force d'une décision de renvoi, 44 % des intéressé(e)s respectent leur obligation de quitter la Suisse. L'année dernière, 15 % de tous les départs étaient le fait de personnes admises à titre provisoire et 2 % de personnes réfugiées.

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

## Voyage d'évaluation au Nigéria

*Sonja Kyburz, OIM Berne*

Sonja Kyburz a effectué un voyage de trois jours au Nigéria, dans le cadre d'une évaluation du projet Facilitating Reintegration Through Business Support. Le SEM était représenté par Mme Jolanda Pfister Herren, conseillère en matière de migration (Immigration Liaison Officer) de l'ambassade de Suisse à Abuja. Le voyage d'évaluation avait principalement pour objectif de vérifier que le projet se poursuivait et de jeter un œil sur les composantes des microcrédits.

### Contexte

Lancé au terme du programme spécifique au Nigéria en janvier 2017, le projet offre aux migrant(e)s revenu(e)s volontairement de Suisse un soutien dans le domaine de la gestion d'entreprise et un accès aux microcrédits. Contrairement aux formations antérieures, le programme proposé désormais fait partie de l'offre de l'Organisation internationale du travail et s'intitule *Créez et gérez mieux votre entreprise (GERME)*. En 2017, seize formatrices et formateurs issus de onze institutions importantes en matière de réintégration ont été formés au programme GERME. Les ateliers destinés aux personnes qui sont retournées sont animés par plusieurs membres de ces institutions. Cette approche entend, d'une part, transmettre une palette d'informations aussi vaste que possible et, d'autre part, faciliter la prise de contact avec les partenaires étatiques et non étatiques. Au total, depuis le début du projet, cinq ateliers GERME ont été organisés. Les responsables de chacun des séminaires ont obtenu une certification au programme. Jusqu'à présent, 21 personnes qui sont retournées depuis la Suisse ont été formées.

En 2018, le nombre de personnes revenues depuis la Suisse étant faible, l'accès au programme GERME a été ouvert à 40 personnes vulnérables revenues au Nigéria depuis l'État voisin du nord, le Niger. Ce groupe-cible a également eu la possibilité de participer à un atelier distinct de deux jours consacré à des idées professionnelles concrètes. Les participant(e)s y ont appris à broder des perles, à fabriquer du savon et des cosmétiques, à confectionner des pâtisseries, etc. pour pouvoir rapidement mettre en œuvre un petit projet. Les premiers résultats mon-

trent des retours positifs. Au total, 38 personnes ont pu participer à une formation GERME et 72 personnes ont été formées dans le cadre des ateliers de deux jours.

En outre, des microcrédits peuvent être accordés dans le cadre du projet à des personnes étant retournées précédemment par l'intermédiaire d'un fonds renouvelable financé par le SEM. Les personnes intéressées doivent avoir une entreprise officiellement enregistrée et avoir suivi la formation commerciale offerte par l'OIM. Elles sont adressées à l'organisation partenaire *Self-Reliance Economic Advancement Programme (SEAP)*, qui examine la demande et statue sur l'autorisation finale. Les microcrédits sont versés par tranches d'environ 600 à 3000 dollars US en quatre fois au maximum. Les personnes ayant emprunté de l'argent se sont ainsi familiarisées en plusieurs étapes à la gestion d'un microcrédit et à son remboursement régulier. Depuis le lancement de cette initiative en 2016, dix personnes au total ont obtenu 21 prêts pour un montant global de 6 690 000 nairas. Trois personnes ont atteint la première étape, quatre la deuxième étape, trois personnes la troisième étape et une personne la quatrième et dernière étape (950 000 nairas).



### Résultats

Durant le voyage d'évaluation, des discussions ont été menées avec la direction du SEAP ainsi qu'avec les responsables régionaux du SEAP concernant les expériences réalisées ces dernières années et la suite du processus. Des données sur la satisfaction des bénéficiaires ont été recueillies par téléphone dans le cadre d'une enquête structurée. En outre, une ta-

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

ble ronde a été organisée avec sept bénéficiaires de microcrédits.

Tous les bénéficiaires affirment avoir utilisé les prêts pour de petits investissements dans leur entreprise (achat de biens, paiement du loyer du magasin). Ils confirment que leurs ventes ont augmenté, ce qui a entraîné un changement dans leur statut socio-économique. Le microcrédit a non seulement aidé à maintenir l'activité, mais aussi à diversifier l'offre et à lancer de nouvelles idées commerciales. Trois bénéficiaires ont pu embaucher plusieurs employé(e)s, qu'ils paient grâce à leurs propres revenus. Les résultats montrent que le groupe-cible est satisfait et que l'offre répond à ses besoins. En particulier, la bonne coopération avec le personnel du SEAP, ses conseils et sa compréhension, la flexibilité des méthodes de remboursement (hebdomadaire, mensuel, en espèces ou par virement bancaire) et le taux d'intérêt relativement bas sont très appréciés. Les bénéficiaires confirment qu'ils n'avaient aucun autre moyen d'obtenir un microcrédit aux mêmes conditions. Au cours de la discussion, ils ont indiqué que le remboursement peut être affecté par des circonstances imprévues, qu'elles soient personnelles ou structurelles (augmentation des coûts, partenaires peu fiables, modification des taux d'imposition par les autorités locales, p. ex.). Ils ont demandé davantage de flexibilité en ce qui concerne le montant du crédit, la date de début et la durée du remboursement.

Les résultats du voyage d'évaluation ont permis de prolonger le projet de deux années supplémentaires. Les migrant(e)s revenu(e)s volontairement de Suisse et les personnes vulnérables rentrées après avoir transité par d'autres pays continueront à bénéficier d'un soutien. Ces dernières devraient également avoir accès au microcrédit.

## 3. Compte-rendu sur le retour au pays

### Histoire concrète d'un bénéficiaire de microcrédit, Nigéria, Lagos

Monsieur M. est rentré au Nigéria en septembre 2017, depuis le CEP de Vallorbe, dans le cadre du

programme d'aide au retour Nigéria. Le SEM lui avait accordé une aide de 6000 francs suisses pour l'ouverture d'une entreprise d'électroménager. Le bureau de l'OIM à Lagos l'a aidé dans la mise en œuvre et a effectué deux paiements directement aux fournisseurs. Lors de la visite de monitoring en juillet 2014, M. M. a informé l'OIM que la vente d'appareils électroménagers ne générerait pas suffisamment de bénéfices en raison des taxes d'importation. Il a donc décidé d'ouvrir une épicerie. Malheureusement, son épicerie a été attaquée peu après l'ouverture. Avec l'aide financière d'amis et un prêt, il a à nouveau ouvert le magasin et a utilisé la dernière tranche de l'aide au retour afin d'acheter des marchandises. Comme il avait suivi la formation commerciale dans le cadre du programme d'aide au retour et qu'il œuvrait également comme personne de référence pour les personnes étant rentrées depuis peu, l'OIM l'a invité en 2017 à suivre le module de formation des formateurs et formatrices du nouveau programme GERME. Au cours de ces formations continues, il a pu partager son expérience. Ses interventions ont été très bien accueillies puisqu'il connaissait lui-même bien la situation des personnes qui sont retournées depuis la Suisse.



M. M. en 2014, à l'occasion de la visite de monitoring, et en 2015, lors de l'achat de marchandise avec la dernière tranche du microcrédit

Dans l'intervalle, M. M. s'est spécialisé dans la pâtisserie et la vente d'accessoires de cuisine. Malgré la conjoncture difficile, il a tout de même connu quelques succès, qu'il doit notamment aux microcrédits.

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

Je l'ai rencontré lors de deux voyages d'évaluation en 2016 et 2018. Peu avant Noël, il a participé avec d'autres bénéficiaires à la célébration de la Journée internationale des migrant(e)s, organisée par l'OIM Lagos au Nigéria. M. M. a pu y expliquer son retour au Nigéria et indiquer les étapes qu'il a franchies depuis 2013. Il a été invité à cet événement dans le cadre de son commerce de pâtisseries. Les gâteaux de ses partenaires ont été présentés lors de la manifestation. Cette grande visibilité lui a permis de vendre presque tous les gâteaux qu'il avait apportés.



M. M. avec le responsable du bureau de l'OIM Lagos, M. Abrham Tamrat.

## Afghanistan, Kaboul

Au printemps 2016, Monsieur A. est rentré de manière volontaire en Afghanistan à Kaboul avec l'assistance de l'OIM. Avec le soutien de son conseiller en vue du retour, M. A. a décidé d'ouvrir une épicerie après son retour. Le SEM lui avait accordé une aide financière pour la mise en place d'un projet de réintégration. L'OIM était chargée de la coordination du projet sur place.

Après son retour, M. A. a émis le souhait de reprendre ses études. Il souhaitait suivre un cursus en médecine à l'Université de Khatam-Al-Nabieen à Kaboul. Le programme d'études durait 6 ans et incluait une année de stage à l'hôpital. Ce changement de projet de réintégration a été accepté par l'OIM Berne dans la mesure où M. A. pouvait démontrer son inscription à l'université et qu'il pouvait présenter un plan d'études avec un budget correspondant. Toutefois, l'OIM Berne n'a pas pu obtenir ces documents.

En juin 2016, M. A. a présenté un autre projet à nos collègues de l'OIM Kaboul. En effet, M. A. avait été engagé dans une entreprise de change (devises) et gagnait un salaire de USD 300 par mois. L'OIM Kaboul lui avait proposé de subventionner son salaire avec l'aide à la réintégration pendant 6 mois. Ce nouveau changement de projet avait été accepté mais aucun versement n'avait ensuite été effectué. En juillet 2016, M.A. a effectué une nouvelle demande auprès de nos collègues à Kaboul car il pensait que l'entreprise dans laquelle il travaillait n'était pas fiable et allait bientôt fermer. Il a alors présenté une nouvelle proposition de projet. Il souhaitait, dans le cadre d'un partenariat, travailler dans une épicerie qui se situait dans la ville de Tâloqân dans le district de Takhâr. Pour cela, il a soumis les documents usuels tels qu'un contrat de partenariat, une licence commerciale ainsi qu'une liste d'articles que les deux partenaires souhaitaient vendre dans leur épicerie (riz, farine, haricots, sucre, lentilles, sel, huile). Dès lors, USD 3'156 ont été versés pour payer les fournisseurs.



Monsieur A. (à gauche) avec son partenaire.

La visite de monitoring devait avoir lieu par téléphone car le lieu de retour (Province de Takhâr) était interdit d'accès à l'OIM pour des raisons de sécurité. Toutefois, c'est M. A. lui-même qui a rendu visite à nos collègues à Kaboul. Même s'il bénéficiait d'une formation universitaire et n'avait pas d'expérience dans le domaine du commerce, M. A. se disait satisfait de sa situation professionnelle et du salaire en découlant. Celui-ci lui permettait d'avoir un niveau

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

de vie décent et de subvenir à ses besoins. Il estimait également que participer à l'économie de son pays était important et espérait agrandir son commerce. Dans le futur, il souhaitait reprendre éventuellement ses études et concevait sa vie en Afghanistan.

## 4. Divers

### SIM : nouveau document médical

*Sylvie Heuschmann, OIM Berne*

Ces dernières années, les chiffres des retours volontaires de personnes vulnérables ont constamment augmenté dans toute l'Europe, y compris en Suisse. Parallèlement, l'OIM sait d'expérience que le retour d'une personne ayant des problèmes de santé comporte certains risques : les gens sont souvent stressés et émotifs. Parfois, le voyage est long et fatigant, et les conditions du vol ne sont pas toujours adéquates au niveau sanitaire (position assise prolongée, basse pression en cabine, etc.). C'est pourquoi l'OIM tient absolument à clarifier individuellement les modalités de voyage, ainsi que la situation de la personne après son retour. L'OIM Berne et swissREPAT ont ainsi décidé ensemble de voir sous un angle différent le déroulement complexe de ces clarifications médicales et de les optimiser. Dans ce cadre, ils ont modifié le formulaire Assessment of travel fitness en sollicitant l'avis des médecins de l'OIM et des services-conseils en vue du retour.

Vous pouvez télécharger ce nouveau formulaire sur le site Internet de l'OIM Berne : <https://ch.iom.int/fr/sim-fr>.

Pour toute question, n'hésitez pas à prendre contact avec Mme Sylvie Heuschmann ([sheuschmann@iom.int](mailto:sheuschmann@iom.int), 031 350 82 10).

### Ouvre les yeux ! Semaines d'action et bus d'information contre la traite des êtres humains

*Fabienne Reber, OIM Berne*

Gagner beaucoup d'argent ? Avoir une vie meilleure ? Un avenir meilleur ? Les trafiquant(e)s d'êtres humains attirent leurs victimes avec de fausses promesses, avant d'abuser d'elles. Les victimes s'imaginent la vie en rose, puis découvrent la réalité dans toute sa brutalité. La vie en rose, c'est la signification des lunettes de cette couleur sur le bus d'information qui sillonne la Suisse depuis le 18 octobre 2017. L'OIM Berne a mis sur pied cette exposition mobile en collaboration avec des partenaires de la Confédération et des cantons ainsi qu'avec des centres d'aide aux victimes, ce qui lui a permis d'informer directement déjà plus de 9000 personnes sur cette thématique. Le bus continuera d'arpenter les routes pour une année encore et s'arrêtera notamment dans les (hautes) écoles et les universités afin de poursuivre sa mission de sensibilisation.

En outre, la quinzaine du 10 au 25 octobre 2019 verra se tenir la quatrième édition des semaines d'action contre la traite des êtres humains. De nombreuses manifestations destinées à différents groupes-cibles seront organisées dans toute la Suisse pour attirer l'attention sur le fait que la traite des êtres humains existe aussi en Suisse.



Die Schweiz gegen Menschenhandel  
La Suisse contre la traite des êtres humains  
La Svizzera contro la tratta di esseri umani

Informers le public et le rendre attentif peut contribuer à identifier et à soutenir davantage de victimes.

# Going Home

Aide au retour : un changement de perspective

---

« Ne te laisse pas aveugler la Suisse aussi est concernée ! »

Pour en savoir plus, rendez-vous sur [www.18oktober.ch/fr](http://www.18oktober.ch/fr).

## Impressum

**Éditeur :** SEM et OIM, Aide au retour  
communication (RüKo)

**Rédaction :** Matthieu Bulliard, OIM  
Alex Gisler, SEM  
Thomas Lory, SEM

**Collaboration :** Pier Rossi-Longhi, IOM

**Photos :** © OIM, SEM

**Layout :** Christa Burger, SEM

**Contact :** SEM: 058 465 11 11  
OIM: 031 350 82 11

**E-Mail :** [info@sem.admin.ch](mailto:info@sem.admin.ch)  
[bern@iom.int](mailto:bern@iom.int)

**Internet :** [switzerland.iom.int](http://switzerland.iom.int)  
[www.sem.admin.ch](http://www.sem.admin.ch)  
[www.youproject.ch](http://www.youproject.ch)

